

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITÉE

T/COM.3/L.9  
25 août 1953

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. E. RABAUD  
CONCERNANT LE RUANDA- URUNDI

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du  
règlement intérieur du Conseil de tutelle)

LIGUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME  
Comité pour le Ruanda-Urundi  
et  
CENTRE D'INFORMATION POUR LES NATIONS UNIES

Siège social et Secrétariat :  
B.P. 5 Kisenyi (Ruanda)

Kisenyi ce 9 août 1953

Monsieur le Président de la Commission  
d'examen des Pétitions. Conseil de  
Tutelle. O.N.U. - Lake Success -  
New-York.

Monsieur le Président,

Devant les explications fantaisistes données par le représentant de la  
Puissance Tutélaire sur l'Affaire Mazis,<sup>1/</sup> nous nous faisons un devoir de vous  
adresser cette note explicative et rectificative.

Il ne s'agit pas d'un différent entre deux frères qui serait définitivement  
réglé; il s'agit bel et bien d'une pétition envoyée - à notre insu nous devons  
le dire par Monsieur Mazis, concernant un acte considéré par lui comme arbitraire :  
le refus de son appel contre le jugement du Tribunal de première instance  
d'Usumbura condamnant au minimum l'auteur d'une agression brutale contre Mazis  
agression ayant occasionné par ses conséquences des troubles cérébraux chez  
le blessé.

<sup>1/</sup> Note du Secrétariat : T/PET.3/60 et addenda 1 - 5 (Résolution 656 (XII)).

Le sieur Mazis, propriétaire d'un immeuble à Usumbura avait donné congé à son locataire Mr. Do Régo, métis portugais. Ce dernier, refusant de quitter les lieux, une rixe s'ensuivit au cours de laquelle Do Régo frappa le crâne de Mazis avec un objet tranchant. La blessure exigea l'hospitalisation de Mazis. D'un rapport médical il ressortit que cette blessure avait causé des troubles dans le cerveau et qu'il en résultait des crises d'épilepsie. De plus durant l'hospitalisation le local de Mazis, qui était boulanger, avait été complètement pillé.

D'où la plainte en dommages et intérêts pour le dol, faite par Mazis contre Do Régo. Le tribunal condamna ce dernier à une peine minimum et une amende très réduite (100 frs). C'est contre ce jugement que Mazis voulut faire appel. La rixe avait eu lieu le 7 Décembre 1942; le tribunal jugea le 12 Janvier 1945. Au tribunal d'appel le juge, seul, refusa la remise de l'affaire; les témoins de Mazis n'ayant pu venir. On lui demanda d'accepter le premier jugement, sur son refus le juge arrêta l'affaire et le condamna aux dépens. Durant des années, Mazis s'est élevé contre cette injustice; il a écrit partout où il pensait trouver appui et aide sans aucun résultat. De guerre lasse en 1952, il s'adressa à nous. Il était bien tard et bien difficile d'intervenir. Néanmoins nous écrivîmes au Procureur du Roi à Usumbura qui nous répondit laconiquement le 22/9/52 qu'il n'était plus possible d'examiner en 52 des faits passés en 43 et jugés en 44. Nous fîmes connaître cette réponse au malheureux Mazis qui a bout eut recours à vous pour se faire rendre justice.

Cette pétition dont nous ignorons le contenu doit certainement être une protestation contre la décision arbitraire selon lui de refuser l'appel et la revision de la sentence, ainsi qu'une réclamation à l'Etat d'une indemnité pour le dommage causé.

Vous voyez donc là Monsieur le Président, une version de l'affaire qui n'est pas tout à fait celle exposée à votre audience par le représentant de la puissance tutélaire. Et ceci motive notre demande que les pétitions puissent être défendues au Conseil par un représentant désintéressé des petitionnaires ou des habitants du

pays d'où proviennent les pétitions. A moins que vous ne vous décidiez à l'envoi de délégués permanents qui, eux sur place jugeront de la valeur des pétitions avant de vous les transmettre.

Veillez agréer, Monsieur le Président, avec nos salutations distinguées, l'assurance de notre haute considération.

Pour le Comité,

(signed) E. RABAUD

Le Secrétaire : E. Rabaud.

-----